

La chasse aux roms, ça suffit !

Ne laissons pas le racisme anti-roms se développer !

L'expulsion puis l'incendie par quelques habitants d'une cité Marseillaise, d'un bidonville de migrants venus d'Europe est d'une extrême gravité. Qui plus est en présence d'une police passive, si ce n'est complice. La manifestation anti Roms de Lille, qui a réuni plusieurs centaines de personnes à l'appel d'élus de la commune de Cysoing, est une manifestation raciste de trop. La banalisation de ces événements par plusieurs élus locaux ajoute à notre inquiétude.

La chasse aux Roms doit cesser !

Les expulsions menées par l'actuel gouvernement depuis le mois de juillet et la stigmatisation des populations Roms, banalisent des années de pratiques et de discours haineux du gouvernement Sarkozy. A force de répétition ils ont rompu des digues et fait tomber des tabous. C'est une grave responsabilité que prend le ministre M. Valls. Le racisme s'affirme publiquement et sans vergogne. Aujourd'hui contre les roms et demain contre qui ? En situation de crise et de peurs sociales, ces discours sont ceux de la division. Comme toujours dans l'histoire, ils conduisent à la tragédie. Au nom des politiques d'austérité, ne laissons pas se justifier une chasse aux pauvres, banalisant le racisme.

Le problème ce n'est pas le Rom, c'est le banquier !

Les roms ou les autres migrants ne sont pas responsables de la crise. Comme des millions de Français, ils en sont les victimes. Les politiques libérales mises en œuvres depuis près de trente ans sont l'origine de la misère et de la crise actuelle. Alors que les financiers se gavent, ce n'est pas les plus pauvres, les plus faibles qu'il faut combattre, c'est le système capitaliste. Mais le traité austéritaire européen que le gouvernement s'appête à imposer va conduire non seulement à la généralisation de la précarité, mais aussi à la baisse des moyens alloués aux politiques d'accès aux droits, comme à l'hébergement d'urgence. Nous devons nous y opposer !

Non à l'austérité, oui à l'Egalité des droits !

Cette austérité à vie promise va renforcer la mise en concurrence de tous contre tous et provoque d'ores et déjà la montée du racisme et des extrêmes droites en France et en Europe. Depuis le succès de la manifestation du 30 septembre, la lutte contre les politiques d'austérité ne fait que commencer. Une autre politique est possible en France et en Europe ! Dans les semaines et les mois qui viennent continuons les mobilisations.

**Notre seule règle d'or,
c'est l'humain d'abord !**

GENS DU VOYAGE : POUR L'ABROGATION INTÉGRALE DE LA LOI DE 1969 !

Les gens du voyage en France, sont pour l'écrasante majorité d'entre eux des français-e-s. A ne pas confondre avec les Roms, citoyens européens Roumains et Bulgares pour la plupart et devenus sédentaires. Depuis 1969 les «Gens du voyage» subissent une loi discriminante qui leur impose un carnet de voyage, véritable passeport intérieur à tamponner tous les 3 mois dans les commissariats, privant du droit de vote dans les faits tous ceux qui changent de «commune de rattachement». Ce vendredi 5 octobre, le Conseil constitutionnel a rendu sa décision concernant cette loi du 3 janvier 1969, ne la censurant que partiellement en maintenant un livret de circulation à viser tous les ans. Cette décision scandaleuse, «légalise» et poursuit de fait une discrimination. Exigeons l'abrogation intégrale de la loi de 1969 et la construction de lieux d'habitats adaptés à leur mode de vie.

**Respect, dignité
et égalité des droits
des citoyens
français
«Gens du voyage»
et sédentaires !**

UNE AUTRE POLITIQUE EST POSSIBLE ET NÉCESSAIRE POUR GARANTIR L'ÉGALITÉ DES DROITS ET LUTTER CONTRE LE RACISME !

Les Roms sont des citoyen-ne-s roumains et bulgares, ils doivent avoir les mêmes droits que tous les citoyen-ne-s européens !

- Il est urgent de mettre un terme aux mesures transitoires qui privent du droit au travail les citoyens européens roumains et bulgares et les condamnent à la plus grande précarité et à la surexploitation sur le marché du travail parce que sans droits. Tous les salariés ont intérêt à l'égalité des droits au travail.
- Il faut décréter un moratoire immédiat, réel, sur les expulsions de la honte. Les destructions et expulsions des bidonvilles et squats de Roms, sans solution de relogement et parfois sans décision de justice, sont aussi inhumaines qu'absurdes. Elles déplacent les familles, aggravent la précarité et accentuent les tensions.

Il n'y aurait qu'entre 15 000 à 20 000 Roms en France en grande précarité, soit moins de 0,03% de la population. La France peut et doit créer les conditions d'un accès au travail, à un habitat digne, à la scolarité, à la santé, à l'ensemble des droits communs pour toutes et tous !

- Des villes, des départements démontrent que des solutions civilisées et humanistes construites avec l'ensemble des protagonistes peuvent être efficaces. L'Etat doit contribuer politiquement et financièrement à la réussite de ces solutions. Les fonds européens doivent être mobilisés, ils existent.
- Le droit au logement, à un habitat digne pour toutes et tous doit enfin s'appliquer ! Cessons les chasses aux Roms et aux personnes sans papiers, fermons les centres de rétention et réouvrons des centres d'hébergement en nombre suffisant, relançons de façon plus ambitieuse la politique de construction de logements sociaux pour toutes et tous !
- L'accès à la scolarité des enfants des familles Roms doit être respecté sans aucune exception sur l'ensemble du territoire !

**Pas de banalisation du racisme ! Le racisme est un délit,
pas une opinion !**

- Nous demandons une enquête sur ce qui s'est passé à Marseille, sur les véritables responsabilités, de la Préfecture et des services de Police, des élu-e-s et des citoyen-ne-s impliqués.
- Nous demandons l'interdiction des manifestations racistes « anti-Roms ».

*Rejoignez le Front de Gauche
«Pour les droits des migrant-e-s
et contre le racisme»*

sur : www.placeaupeuple2012.fr/migrants/

